



Élections CAPD Haute-Garonne 2018 – Premier degré

Lutte

contre les réformes libérales
et pour une école
de l'égalité

La CGT-Educ'action combat les réformes libérales du gouvernement : suppression massive de postes, réformes comptables des parcours scolaires, retraites, salaires, fiscalité... La CGT agit pour que, tous ensemble, femmes et hommes, nous luttons contre l'injustice sociale et que nous construisions un projet démocratique et émancipateur pour l'école.

La CGT-Educ'action, membre de la première confédération de salarié·es, syndique et aide tous les personnels, quels que soient leur statut et leur fonction.

La CGT propose un syndicalisme unitaire et revendicatif.

Un syndicat

interpro

pour tous les personnels

La CGT-Educ'action, avec ses élu·es, à la défense de tou·tes les salarié·s :

Mutations, déroulement de carrière, affectations, problèmes particuliers...

La CGT est une force à vos côtés, pour vous défendre et conquérir de nouveaux droits.

Défense

individuelle
et collective

Nous ne voulons pas...

- d'une école soumise aux dogmes du libéralisme économique :
 - ✗ de la mise en concurrence des établissements, des personnels et des familles au nom de l'autonomie ;
 - ✗ de la sélection pour l'entrée à l'université : Parcoursup...
 - ✗ de la fusion des académies et de la régionalisation de l'Éducation ;
 - ✗ du socle commun et de son livret de compétences (LSU) qui vise à une éducation segmentée, fondée sur l'employabilité concurrentielle des individus et qui conduit à renforcer les inégalités culturelles et sociales ;
 - ✗ d'une idéologie marchande de l'École qui conditionne les moyens aux "projets d'établissements" ou "projets d'école" et aux "contrats d'objectifs" couplés à des évaluations instrumentalisées (tests de positionnement, évaluations diagnostiques) ;
 - ✗ de l'intrusion des entreprises dans la pédagogie et les projets scolaires ;
 - ✗ des réformes gestionnaires qui imposent une surcharge de travail et mettent à mal nos actions pédagogiques : réformes du collège et des lycées ;
 - ✗ des attaques contre le statut de fonctionnaire (PPCR, CAP 22...) et la retraite ;
 - ✗ d'emplois précaires et déconsidérés : AESH, AVS, AED, CUI, EAP... ;
 - ✗ des pressions hiérarchiques ainsi que des modes d'évaluations administrative et pédagogique infantilisants ;
- de la baisse des moyens :
 - ✗ des salaires bloqués depuis 20 ans, des progressions de carrière ralenties, de la casse des retraites ;
 - ✗ des suppressions massives de postes, notamment chez les administrati-ves ;
 - ✗ des moyens en heures-postes insuffisants ;
 - ✗ des primes aux mérites ;
 - ✗ d'un manque crucial de remplaçant-es qui conduit celles et ceux qui sont affecté-es à vivre des situations insupportables ;
 - ✗ de la réduction des moyens consacrés à la formation ;
 - ✗ des remboursements incomplets des frais de déplacements ;
 - ✗ de la baisse des crédits d'enseignement ;
- de la dégradation des conditions de travail :
 - ✗ de la gestion managériale des personnels ;
 - ✗ des postes fractionnés ;
 - ✗ des surcharges de classes ;
 - ✗ de l'augmentation de la charge de travail ;
 - ✗ du cumul des réunions et des tâches administratives ;
 - ✗ de l'annualisation du temps de travail qui dérègle l'organisation de la vie privée ;
 - ✗ de l'obligation des heures supplémentaires, qui plus est mal payées.



Je vote CGT Educ'Action !

Malgré les annonces tape à l'œil du gouvernement, notre profession connaît une dégradation sans précédents de ses conditions de travail : classes surchargées, manque de remplaçant·es et de moyens matériels, pressions hiérarchiques, surcharge de travail administratif...

La CGT Educ'Action milite avec le reste de la CGT pour défendre les droits de toutes et tous les salarié·es, du public et du privé, pour défendre ensemble l'idée d'une société plus juste et d'une école émancipatrice.

¿ À quoi ça sert de voter CGT ?

Voter CGT Educ'Action, c'est faire le choix d'un syndicalisme de lutte, interprofessionnel et de transformation sociale.

La CAPD (Commission Administrative Paritaire Départementale) et la CAPN (Commission Administrative Paritaire Nationale) sont composées de représentant·es du personnel et de l'administration. Elles traitent des questions relatives à la carrière individuelle des personnels (comme les mutations et les promotions par exemple).

Voter CGT Educ'Action, c'est donner les moyens à la CGT de défendre chaque personnel au sein de ces instances. C'est aussi continuer à se battre contre la dégradation du service public d'éducation, contre la politique d'austérité et les choix politiques de régression sociale.

La CGT Educ'Action, syndicat interprofessionnel, milite aussi pour :

- La régularisation de toutes et tous les sans-papiers ;
- Le droit au logement de toutes et tous ;
- Les 32 heures : travailler moins pour travailler toutes et tous !
- La retraite à 60 ans avec 37.5 annuités sans décote et 75% du dernier traitement pour le public et le privé ;
- Le respect et le développement de nos libertés syndicales (heures d'information syndicale sur le temps de classe, respect du droit de grève...).

Ce que la CGT Educ'Action défend :

- Le respect des choix pédagogiques des enseignant·es ainsi que l'arrêt des injonctions et pressions hiérarchiques : évaluations nationales, pratiques et animations pédagogiques imposées...
- L'école contre toute tentative de mise en concurrence des élèves, des enseignant·es, des établissements.
- La reconnaissance de notre métier et la revalorisation salariale qui va avec.
- La titularisation des toutes et tous les précaires.
- La prise en compte de la souffrance au travail et l'accès à une véritable médecine du travail.
- Un recrutement au niveau licence, suivi de 2 ans de formation en tant que stagiaire, validées par un niveau master.
- Une formation continue de qualité et l'abandon de la formation à distance.
- L'arrêt de toute forme de fichage : base élèves, L.S.U. ...
- Une embauche massive d'enseignant·es afin de répondre au besoin urgent du manque de remplaçant·es.
- Le rétablissement des RASED (un·e par établissement scolaire).
- Des moyens à hauteur des besoins pour l'accueil des élèves en situation de handicap (classe ordinaire, ITEP, SEGPA, IME, ULYS, EREA...).
- Des zones d'éducation prioritaires vraiment prioritaires : réduction des effectifs pour TOUTES les classes, maintien des temps de concertation, retour des PDMQDC...

Des moyens pour une école de qualité, émancipatrice et entièrement gratuite partout !